

Questions orales

Étant donné que cette initiative s'est révélée très efficace, le ministre pourrait-il dire aujourd'hui à la Chambre s'il poursuivra le programme des voies spéciales?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Madame la Présidente, comme le sait le député, ces mesures ont été mises en oeuvre à la suite de consultations approfondies avec les autorités des localités frontalières. L'industrie touristique et les villes frontalières ont trouvé très avantageuse la désignation de ces voies spéciales.

En fait, le maire de Fort Érié, que je citerai brièvement, a déclaré l'autre jour: «La voie spéciale réservée aux touristes pour remédier aux problèmes de circulation a obtenu un très grand succès.»

Avec de pareils commentaires, nous allons bien sûr continuer à réserver des voies aux touristes chaque fois et partout où la chose est indiquée.

* * *

LA SOCIÉTÉ MURATA ERIE

Mme Christine Stewart (Northumberland): Madame la Présidente, la ville de Trenton, en Ontario, qui est située dans ma circonscription, a été dévastée ces derniers mois par la perte de centaines d'emplois. Les habitants de Trenton en ont assez et, aujourd'hui, au moment même où je parle, des centaines d'entre eux manifestent dans les rues pour demander de l'aide.

La manifestation d'aujourd'hui a été organisée après que la société MuRata Erie eut annoncé, mercredi de cette semaine, qu'elle fermait son usine, faisant ainsi disparaître ses 300 derniers emplois.

Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Depuis 1987, MuRata Erie a reçu plus de 1 million de dollars en subventions du gouvernement dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense. Le gouvernement s'engagera-t-il aujourd'hui à se servir des fonds auxquels MuRata Erie a droit dans le cadre du PPIMD, ainsi que d'une portion des prestations d'assurance-chômage devant être versées aux employés, pour travailler avec la ville de Trenton en vue de la conversion de cette usine et des ressources humaines disponibles à une nouvelle activité productrice en temps de paix?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, personne n'aime voir une entreprise qui est un employeur important dans une localité faire des mises à pied.

La députée a proposé quelque chose que nous faisons

déjà. Nous travaillons avec les sociétés qui produisent du matériel militaire pour essayer de les aider à faire la transition vers d'autres produits. Nous nous servons surtout, à cette fin, du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense, qui prévoit le financement de projets de recherche devant mener à la création d'emplois dans de nouveaux secteurs d'activité.

• (1150)

Donc, si ma collègue veut encourager la société MuRata Erie à présenter une proposition au gouvernement, nous l'examinerons certainement avec grand intérêt.

Mme Christine Stewart (Northumberland): Madame la Présidente, la société MuRata a annoncé la fermeture de son usine, et nous espérons que le ministre se servira des fonds du PPIMD pour aider à la conversion de cette usine.

Dans le rapport de l'enquête sur la paix et la sécurité publié la semaine dernière et intitulé *Transformation Moment*, on réclamait un programme national de conversion économique à l'intention de notre industrie de la défense. Notre parti et son leader réclament constamment des programmes de conversion et de contrôle des armements à l'échelle mondiale.

Le gouvernement s'engagera-t-il aujourd'hui à présenter un livre vert sur la sécurité pour montrer ce qu'il compte faire en réponse aux préoccupations des Canadiens à l'égard de ces questions cruciales que sont la conversion de notre industrie de la défense et la promotion du contrôle des armements à l'échelle mondiale?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, je crois que j'ai répondu en partie à la deuxième question de la députée dans ma première réponse.

Le premier ministre a pris activement position en faveur du contrôle et de la réduction des armements, particulièrement dans les points chauds du globe, et nos activités internationales vont dans cette direction.

À l'échelle nationale, on peut dire que notre industrie de haute technologie dépend beaucoup moins du secteur militaire que celle de beaucoup d'autres pays. Nous n'avons donc pas du tout le même défi à relever que d'autres pays pour ce qui est d'aider les entreprises à faire la transition entre des activités militaires et des activités non militaires.